

# Sur la contestation en Israël

## 1/2

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 16 septembre 2023

*Les médias français parlent peu des manifestations contre la réforme judiciaire qui se déroulent en Israël depuis janvier 2023. D'où l'idée de présenter la situation du mouvement sans cacher les contradictions qui le traversent. Deux articles pour cela : 1 – L'importance et les limites du mouvement. 2 – [Son impact au sein de la société israélienne](#). Voici le premier des deux.*

Par **Jean-Marie Fouquer** – Le 15 septembre 2023

### L'importance et les limites du mouvement

Après les élections israéliennes de novembre 2022, le nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahu a réussi à obtenir, fin décembre, la confiance du Parlement. Pour y parvenir, il a constitué une coalition et accordé à ses alliés – suprémacistes juifs et ultraorthodoxes – des postes clé. Les objectifs principaux du gouvernement ont été immédiatement annoncés : affaiblir le pouvoir judiciaire et étendre les colonies.

Pour le gouvernement Netanyahu, cette réforme qui vise à accroître le pouvoir des élu·es sur celui des magistrat·es, est nécessaire pour assurer un meilleur équilibre des pouvoirs. Ses opposant·es y voient, pour leur part, une menace contre la démocratie et ses garde-fous institutionnels. Ils craignent qu'elle n'ouvre la voie à une dérive autoritaire.

Cette crainte est exprimée depuis des mois par l'opposition (qui a boycotté le vote), par l'ensemble de l'appareil judiciaire, par les milieux d'affaires et le patron de la banque centrale du pays, ainsi que par une partie de l'armée

et plus d'un million de manifestants sur les neuf millions d'habitants que compte le pays.

Plus généralement – selon les sondages – la grande majorité de la population est hostile à la réforme, si elle passe sans qu'un compromis soit adopté comme l'a proposé le président israélien, Isaac Herzog.

C'est ce que le correspondant du journal *Le Monde* à Jérusalem, résume ainsi :

On peut relativiser la portée de cet amendement à l'une des Lois fondamentales tenant lieu de constitution à Israël qui ne s'en est jamais doté. [...] Mais, ce qui suscite la désapprobation, c'est que la coalition au pouvoir ait choisi de l'imposer, en dépit d'un large consensus sur la toxicité de l'amendement. [...]

Les opposants laïques et libéraux au texte y voient la première étape d'une révolution dans l'équilibre des pouvoirs, au profit de l'exécutif. Ils craignent l'émergence d'un État autoritaire, contrôlé par des fondamentalistes religieux, des racistes et des partisans d'un « grand Israël », assumant un régime de suprématie juive entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Ces idéologues promettent de poursuivre la réforme à la Knesset, après la pause estivale, en s'attaquant au mode de nomination des conseillers légaux du gouvernement et des juges de la Cour suprême. Ils entendent tirer parti d'une occasion historique de défaire non pas seulement l'ennemi palestinien mais aussi ces Israéliens libéraux qui gênent leur ambition<sup>1</sup>IMBERT, Louis, « [En Israël, des divisions irréparables après la bataille de la Cour suprême](#) », *Le Monde*, 25 juillet 2023..

Mais l'action du gouvernement ne se limite pas à la réforme du système judiciaire qui s'attaque aux prérogatives de la Cour

suprême. Alon-Lee Green, codirecteur de l'organisation israélienne arabo-juive [Standing Together](#), partie prenante du mouvement de contestation en Israël, le souligne :

Simultanément, bien d'autres fronts ont été ouverts pour imposer des idées radicales et extrémistes. Il en va ainsi pour les femmes dont le droit à l'avortement est menacé. Mais, parmi les principales victimes, il y a les Palestiniens, qu'ils soient citoyens d'Israël ou habitants des Territoires occupés. Pour les Palestiniens d'Israël, il est désormais illégal de brandir le drapeau palestinien, tandis que les étudiants arabes qui prendraient position pour les droits des Palestiniens sur les réseaux sociaux peuvent être bannis des universités israéliennes. Dans le même temps, le gouvernement a acté l'annexion d'une partie de la Cisjordanie, levé toutes les limites à la colonisation à Jérusalem-Est ou dans les Territoires. Les avants-postes, par exemple, sont légalisés et la colonisation pourra s'y poursuivre.<sup>2</sup>GREEN, Alon-Lee, « [Il faut politiser toute cette énergie qu'on voit dans les rues israéliennes](#) », Blog de Thomas Vescovi, 24 mars 2023.



Drapeaux israéliens lors d'une manifestation

En fait, une bonne partie des Israélien·nes, civils et militaires – même lorsqu'ils descendent dans la rue en masse pour préserver la démocratie menacée par la refonte

institutionnelle voulue par Nétanyahou – n’ont toujours pas pris conscience que la « démocratie » à laquelle ils tiennent tant s’accommode aisément de l’occupation militaire et de la colonisation intensive du territoire d’un autre peuple.

Sylvain Cipel donne en exemple, à ce propos, les décisions prises par la Cour suprême :

En 75 ans d’existence, la Cour a validé le gouvernorat militaire imposé de 1948 à 1966 par l’État d’Israël à la population palestinienne restée sur ses terres à l’issue de la Nakba (la « catastrophe » de l’expulsion). Elle a également systématiquement validé l’utilisation des « règlements d’urgence » transposés de l’arsenal juridique militaire du mandat britannique dans le droit israélien et permettant d’incarcérer quiconque, devenu « détenu administratif », pour des durées de six mois renouvelables sans lui fournir la moindre information sur ses supposés délits et sans inculpation. Depuis la conquête des territoires palestiniens par Israël en juin 1967, ces Palestiniens qui ont été incarcérés pour des périodes de quelques semaines jusqu’à parfois quinze années, se chiffrent en dizaines de milliers. Le nombre de juifs israéliens ayant subi ce sort se compte sur les doigts d’une main...<sup>3</sup>CYPEL, Sylvain, « [Derrière la réforme de la Cour suprême israélienne, l’engrenage d’une nouvelle Nakba](#) », *Orient XXI*, 16 février 2023.

Pourtant, comme le dit la tribune intitulée « [Israël-Palestine : « De quelle démocratie parlons-nous ? »](#) », publiée le 28 mars sur *lemonde.fr* puis dans l’édition du *Monde* du 31 mars par un collectif d’universitaires et de chercheurs :

Notre conviction profonde est que le sort des Israéliens juifs et des Palestiniens doit être pensé conjointement, car la formule d’« État juif et démocratique » n’a jamais été autre chose qu’un État démocratique pour les Juifs et

un État juif pour les Arabes.<sup>4</sup>Tribune collective, « [Israël-Palestine : « De quelle démocratie parlons-nous ? »](#) », *Le Monde*, 31 mars 2023.

### **Des manifestations massives**

Dès l'annonce de la composition du gouvernement, le 7 janvier 2023, une première manifestation, a rassemblé plusieurs milliers de personnes, arabes et juives, essentiellement des militants et électeurs de gauche. Comme le rapporte Alon-Lee Green<sup>5</sup>GREEN, Alon-Lee, « Il faut politiser... », op. cit., les questions d'occupation et droits des Palestiniens se sont imposées. Sur les huit personnes qui se sont succédé à la tribune, trois Palestiniens et une religieuse orthodoxe ont parlé d'occupation.

Mais, pour les autres forces mobilisées, placer l'occupation au cœur de la lutte était contre-productif et il leur semblait préférable de tout centrer sur la défense de la Cour suprême. Les principaux partis de l'opposition ont donc mis en place une autre coordination afin de focaliser la lutte sur la réforme du système. Dès leur première manifestation, les chiffres de mobilisation étaient impressionnants.

En réaction, les militants anti-occupation ont formé, à Tel-Aviv, le « bloc contre l'occupation ». Celui-ci rassemble de quelques dizaines à plusieurs milliers de personnes, principalement issues de la gauche radicale non sioniste ou d'organisations de défense des droits des Palestiniens. Leur objectif est de participer aux manifestations, d'y parler d'occupation mais aussi de pointer les inégalités de la société israélienne et de dénoncer le sort des Juifs israéliens vivant dans les périphéries, souvent d'origines orientales, qui peinent à protéger leurs familles tant leurs salaires sont bas.

Selon Haggai Matar, journaliste et directeur du média alternatif israélien *972mag.com*,

le bloc contre l'occupation est surtout présent à Tel-Aviv, avec plusieurs centaines à un millier de personnes qui se rassemblent avec des slogans parfois différents : anti-occupation, anti-apartheid... Nous parlons donc de moins de 1% des manifestants mais qui parviennent à attirer le regard par des affiches, des stickers, et leur présence régulière. Des centaines de manifestants viennent à leur rencontre et prennent les documents, ce qui mécaniquement fait résonner à un plus grand monde les idées du « bloc contre l'occupation ». Je dirais qu'entre 5 à 10 % des manifestants partagent leurs idées sans pour autant défiler à leurs côtés, tandis que la majorité des cortèges ignore complètement leur présence. Mais il y a aussi eu des attaques contre ce groupe, notamment pour arracher les drapeaux palestiniens ou contraindre certains participants à partir.<sup>6</sup>MATAR, Haggai, « [Si la contestation se contente d'être sur une position de préservation des privilèges, le résultat ne pourra être que triste et désastreux.](#) », Blog de Thomas Vescovi, 24 mars 2023.

## Le plus grand mouvement de contestation de l'histoire d'Israël



Manifestation contre la réforme judiciaire © Oren Rozen

Les manifestations contre le projet de réforme judiciaire se succèdent sans interruption tous les samedis soir, depuis janvier 2023. Elles sont de plus en plus massives, avec des pics jusqu'à 300 000 Israéliens, soit l'équivalent de 2,5 millions de Français.

La protestation dépasse également le strict cadre de Tel-Aviv puisque des dizaines de villes sont touchées, y compris des bastions du Likoud comme Ashdod ou Netanya, ainsi que des colonies telles qu'Efrat.

Le chef du gouvernement Benjamin Netanyahu s'était même senti obligé d'annoncer, mardi 28 mars, la suspension de son projet controversé. Mais, le 18 juin, il a décidé, de manière unilatérale, la reprise des travaux sur la réforme judiciaire.

Le vote au Parlement, lundi 24 juillet, du premier pan de la réforme de la justice, voulue par la coalition de Nétanyahou a fait éclater les contradictions fondatrices de l'État hébreu, qui se veut à la fois juif et démocratique.

### **Les limites de la mobilisation**

Haggai Matar, insiste toutefois sur certaines limites du mouvement :

D'un autre côté, par son aspect très institutionnel et « réactif » à une menace, l'essence du mouvement semble surtout être la préservation des privilèges et des bases du régime. L'avantage de cela est d'être protégé des attaques de la droite et de pouvoir s'étendre à de nombreuses sphères de la société, mais dans le même temps les revendications sont très limitées. Il s'agit de parler de « démocratie » sans regarder ses manques, spécialement concernant les Palestiniens. C'est un énorme aveuglement où on ne regarde la situation que de notre propre perspective, tout en se persuadant pouvoir remplacer la droite au pouvoir sans un partenariat avec les Palestiniens. Il n'est pas possible de stopper les changements en cours portés par

la droite israélienne sans s'attaquer aux causes profondes de la droitisation, à commencer par l'absence d'une alternative de gauche qui porte haut la fin de l'occupation et des conditions pour la paix.<sup>7</sup>MATAR, Haggai, « [Si la contestation...](#) », op. cit.



Gazage de manifestants contre la colonisation

Les opposant·es, dans leur majorité, veulent avant tout maintenir une forme de statu quo : préserver un confort de vie enviable et l'équilibre de deux mythes nationaux. Celui d'un État juif, où demeurent plus de 20 % de citoyens palestiniens. Celui d'une démocratie libérale qui perpétue depuis 1948 une guerre coloniale contre ce peuple.

À cela s'ajoute la difficulté d'inclure dans la contestation les communautés juives orientales ainsi que des religieux. Alon-Lee Green pointe d'ailleurs l'erreur de présenter l'ensemble des religieux comme une menace « au nom de la défense d'un État laïc » ou d'oublier que les plus précaires, comme les Orientaux ou les Falashas, peinent à se sentir représentés par ces dirigeants.

La tribune des universitaires et chercheurs, attire justement l'attention sur ce point central :

Cependant, le mouvement de contestation appelant à « défendre la démocratie en Israël » semble faire l'impasse sur une réalité essentielle : les Palestiniens, qu'ils soient résidents de Jérusalem, habitants des Territoires occupés ou réfugiés, sont les premières victimes de cette coalition d'extrême droite.

Quant aux Palestiniens de citoyenneté israélienne, ils subissent depuis toujours un ensemble de discriminations systémiques dans tous les domaines par rapport à la majorité juive, d'où leur absence significative dans la protestation appelant à défendre une démocratie qui les a toujours considérés comme des sous-citoyens.<sup>8</sup> Tribune collective, « [Israël-Palestine : « De quelle démocratie parlons-nous ? »](#) », op. cit.

« Nous ne tuerons pas et ne voulons pas être tués au service des colonies ». Accompagnée d'un dessin qui représentait deux mains brisant un fusil, cette proclamation figurait sur une banderole suspendue au-dessus de l'immense foule de manifestant·es rassemblée sur le boulevard Ayalon, au pied du ministère de la Défense à Tel-Aviv.

Malheureusement, le slogan pacifiste de la banderole, de même que toutes les allusions au sort des Palestinien·nes dans les propos des orateur·rices lors des rassemblements hebdomadaires massifs contre les projets « illibéraux » du premier ministre, ne sont pas accueillis avec enthousiasme.



Le mur de séparation avec un slogan :  
Free Palestine !

Pas étonnant donc, alors que la mobilisation ne cesse d'augmenter, qu'à l'inverse, la présence palestinienne s'estompe. « Les Palestiniens d'Israël sont mal à l'aise à l'idée de protester sous les couleurs d'un État par lequel ils ne se sentent pas représentés. »<sup>9</sup>GREEN, Alon-Lee, « [Il faut politiser...](#) », op. cit. Pour les Palestinien·es, le drapeau qui inonde les manifestations est celui « qui les discrimine, qui détruit leurs maisons, qui les empêche d'accéder à une pleine et entière égalité, qui occupe leurs familles dans les Territoires et impose un blocus sur celles de Gaza »<sup>10</sup>Ibid.. Et ce d'autant que l'action du gouvernement ne se résume pas à un seul front. Simultanément, des lois radicales et extrémistes se multiplient visant prioritairement les Palestinien·es.

Majd Kayyal, écrivain palestinien d'Haïfa, livre son point de vue, partagé par de nombreux Palestiniens de l'intérieur, sur ce mouvement de contestation. La conclusion en est terrible, mais significative :

De notre côté, demander à un Palestinien sa position dans ce conflit revient à lui dire : préfères-tu voir les balles des unités d'élite tuer 11 personnes à Naplouse, ou les enfants des colons religieux brûler des maisons en Cisjordanie ? La question elle-même est une négation de

notre humanité.<sup>11</sup>KAYYAL, Madj, « [Panique dans la colonie. Les manifestations de Tel-Aviv vues par un Palestinien](#) » , *Orient XXI*, 18 mars 2023.

Pour autant, en s'étendant à l'ensemble du pays, la contestation semble dépasser les fractures ethniques et sociales. Si à Tel-Aviv, centre névralgique du mouvement, quasiment aucun Palestinien ne s'exprime, ce n'est pas le cas à Haïfa ou Beersheva. Là-bas, explique Haggai Matar, il est davantage question d'égalité entre tous les citoyens. Sauf, ajoute-t-il, « que nous parlons là, en général, des dernières prises de parole dans les plus petites manifestations du pays ». Il continue toutefois de garder espoir dans le mouvement, mais prévient que, si la position reste celle de la « préservation » des privilèges, « le résultat ne pourra être que triste et désastreux ».

C'est pour cette raison que *Standing together* organise désormais des rassemblements dans les colonies. Leur volonté est de mettre en évidence les liens directs entre l'extrême droite de gouvernement et la colonisation.

Ainsi, le 28 juillet dernier, un rassemblement d'une centaine de personnes s'est tenu dans la colonie de Kedumim (près de Naplouse) où réside Bezalel Smotrich, ministre des Finances et figure de proue des suprémacistes juifs. Le 25 août, une autre manifestation s'est déroulée à Kiryat Arba. Il s'agit d'une des plus anciennes colonies – créée en 1970 à proximité d'Hébron par les fondateurs du sionisme religieux – qui est devenue le fief d'Itamar Ben Gvir, chef du parti d'ultra-droite Puissance juive. Cet ancien voyou est aujourd'hui ministre de la Sécurité nationale !

**Une armée sous le choc**



Soldats israéliens © pxhere

Une des particularités du mouvement tient à son impact au sein même de l'armée. Alain Gresh le décrit ainsi :

Des officiers et des soldats se sont engagés dans le mouvement. Des centaines de réservistes de l'armée de l'air ont annoncé qu'ils ne participeraient plus aux périodes d'entraînement qu'ils faisaient régulièrement jusque-là. Des vétérans des services de sécurité intérieure (Shin Beth) ont manifesté devant la résidence d'un de leurs anciens chefs, le ministre de l'agriculture Avi Dichter. Des membres des commandos d'élite de l'armée israélienne (Sayeret Matkal) se sont joints aux protestations.<sup>12</sup>GRESH, Alain, « [Israël. Crise politique, démocratie, colonisation](#) », *Orient XXI*, 28 mars 2023.

De telles mises en garde, pétitions et appels se multiplient. Cela risque de perturber l'organisation de l'armée israélienne fondée, d'un côté, sur les soldats en service obligatoire (trois ans) et de l'autre, sur les réservistes. L'importance de cette composante la rend, en effet, très dépendante de sa réserve.

Louis Imbert, correspondant du journal *Le Monde* à Jérusalem,

décrit avec précision les divisions qui éclatent désormais au sein de l'armée :

Plus de 12 000 réservistes, indispensables à l'institution, cessent actuellement de se porter volontaires, en particulier dans les unités d'élite : les commandos, le renseignement, la force aérienne, dont les capacités offensives sont désormais en question.

Ce schisme oppose d'un côté des corps sélectifs où des Israéliens issus des classes moyennes supérieures, laïques et libérales, dominantes dans les manifestations de rue, conservent une certaine influence. Ils en usent pour faire pression sur le gouvernement, avec le soutien de nombreux anciens officiers ayant occupé les plus hautes fonctions. Au sein même de leur camp, cette forme de « rébellion organisée » suscite des critiques.

Et, de l'autre côté, les troupes qui assurent l'essentiel du « sale boulot » de l'occupation des territoires palestiniens (environ une moitié des effectifs d'active). Elles sont pour l'essentiel constituées de jeunes gens plus pauvres, plus religieux et conservateurs, issus de la périphérie du pays, de Mizrahis (juifs originaires d'Orient et d'Afrique du Nord), d'Éthiopiens et de Druzes, qui peinent à comprendre que leurs rivaux portent ainsi leurs revendications jusqu'au sein de l'armée.<sup>13</sup>IMBERT, Louis, « [En Israël, des divisions irréparables...](#) », op. cit.



Manifestation contre l'occupation ©  
cyril

### **Une armée aveugle au problème palestinien**

La question de l'occupation, de la colonisation, de l'annexion des territoires palestiniens, est toutefois encore limitée dans le débat provoqué au sein de l'armée par les projets de Netanyahou et de ses partenaires. Comme elle est encore trop absente de la crise politique en cours en Israël.

Toutefois, comme l'indique René Backmann :

L'armée d'Israël est aussi confrontée aux conflits qui déchirent la société israélienne. Juifs contre Arabes, Ashkénazes contre Sépharades, ultraorthodoxes contre laïcs ou libéraux, urbains contre résidents des zones périphériques ou des colonies, partisans de la paix avec les Palestiniens contre zélotes du Grand Israël. Et aujourd'hui partisans contre adversaires de l'influence des colons. En particulier de ceux qui relèvent des courants ultranationalistes et religieux.

Une des raisons tient à leur influence au sein de l'armée.

### **Une armée colonisée par le camp ultra-religieux**

Le problème n'est pas nouveau. Voici plusieurs dizaines

d'années que la présence et l'influence croissantes au sein des unités militaires des colons ultra-religieux nationalistes et messianiques est constatée et dénoncée par certain·es militaires, mais aussi par les observateurs et observatrices de l'armée au sein de l'université, des partis politiques laïcs ou de la presse.<sup>14</sup>BACKMANN, René, « [En Israël, la dérive autoritaire de Nétanyahou inquiète jusque dans les rangs de l'armée](#) », *Mediapart*, 26 août 2023 (article réservé aux abonné·es).

Au début des années 2000, un rapport constatait que les jeunes orthodoxes représentaient environ le tiers des diplômés de la formation d'officiers.

**Pour lire la suite [\[...\]](#)**